

Virginie Schmitt, AESH, Accompagnante d'élève en situation de handicap depuis bientôt 7 ans.

Je suis représentante syndicale des AESH pour la CGT éduc'action en Meurthe et Moselle, élue CCP pour mon académie et co-animatrice du collectif national AESH pour la CGT éduc'action.

Au quotidien je lutte avec la CGT éduc'action pour faire reconnaître l'importance de mon métier, dénoncer sa précarité et les conditions de travail dans lesquelles nous exerçons. Pour exemple de lutte, les AESH du 94 sont en grève illimitée depuis début janvier pour dénoncer ces conditions de travail. La notion de "pénibilité" apparaît dans notre métier.

Nous accompagnons aujourd'hui de 1 à 6 élèves sur les 400 000 élèves en situation de handicap, notifiés par la MDPH, scolarisés dans les établissements de l'éducation nationale, individuellement ou mutuellement, de la maternelle au lycée, quel que soit leur handicap, TSA, DYS, TDA avec ou sans Hyperactivité, handicap moteur, psychique ou mentale, sans formation préalable.

90% des 125 000 AESH sont des femmes, recrutées en temps partiel imposé dont la moyenne nationale est de 24h par semaine sur 41 semaines, pour un salaire d'environ 800 euros net par mois. Après 6 ans de CDD, parfois plus pour celles qui ont signé plusieurs contrats aidés (CUI - non comptabilisés dans l'ancienneté) nous pouvons prétendre à un CDI qui fera toujours de nous "des précaires" de l'éducation nationale.

Nous débutons AESH et finiront AESH, aucune perspective d'évolution n'existe dans notre métier.

Nous sommes des professionnelles non reconnues, sans vrai statut avec un salaire qui ne nous permet pas de vivre dignement, alors que nous exerçons des missions indispensables et essentielles dans l'accessibilité à la scolarisation des élèves en situation de handicap dans les établissements scolaires.

Depuis la mise en place des dispositifs PIAL (Pôles Inclusifs d'Accompagnement localisé) nous constatons une perte du sens de notre métier. Des conditions de travail dégradées, un manque de personnel, un défaut de formation. Une politique du toujours plus avec toujours moins. Tout cela nuit autant aux AESH qu'aux élèves et cela se traduit par une

hausse inquiétante des démissions et / ou des licenciements pour incapacité.

Nous sommes les fourmis ouvrières d'une inclusion scolaire "low cost" , déshumanisées, loin des promesses gouvernementales et de l'importance que représente l'inclusion des élèves en situation de handicap dans nos écoles.

Nos revendications pour notre métier :

- un recrutement avec un salaire de début de carrière d'1,4 fois le SMIC (la CGT revendique un SMIC à 1800 euros).
- un recrutement de personnels AESH à la hauteur des besoins d'un accompagnement individualisé de tou·tes les élèves et personnels en situation de handicap notifiés.
- l'arrêt des PIAL
- un temps plein et un salaire à 100% à 24h d'accompagnement côte-à-côte élève avec la fin des temps incomplets imposés. Des temps plein sans modulation ni annualisation, ni complément dans le périscolaire et extrascolaire pour tous les personnels ;
- la pérennité garantie de l'emploi par un CDI dès le recrutement;
- une formation professionnelle initiale qualifiante
- une co réflexion avec les enseignant·es et la création d'un temps de concertation. - des modules communs de formations entre AESH et enseignant·es en présentiel
- la cessation des accompagnements mutualisés et le retour des accompagnements individuels avec un·e AESH pour un·e élève